



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1525

Texte de la question

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Yves Censi, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Yves Censi. Avant de vous poser ma question, monsieur le Premier ministre, je voudrais vous inviter à respecter l'Assemblée et donc à éviter les gestes de mépris à l'égard de l'opposition lorsque vous prenez la parole. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Hier, le Président de la République nous a gratifiés d'un véritable discours de repentance pour dénoncer ses propres décisions, de mauvaises décisions prises par lui depuis bientôt deux ans ! Celles et ceux qui se poussent des coudes pour entrer dans son prochain gouvernement se disputent pour qualifier le prétendu « nouveau Hollande » : serait-il social-démocrate ou plutôt social-libéral ?

Quelle indécence, alors que le candidat Hollande nous avait promis la révolution fiscale, et que le Président Hollande doit faire face à la révolte fiscale ! Quelle indécence, lorsqu'on sait que le pays marche au bord du précipice, asphyxié par un matraquage fiscal sans précédent dans l'histoire et par une situation de l'emploi catastrophique, avec 3,3 millions de chômeurs en France !

M. Jean-Claude Perez. C'est vous la cause de la faillite !

M. Yves Censi. Au-delà, il est un aveu beaucoup plus préoccupant qui a été fait hier par le Président de la République : il a reconnu ne plus disposer d'une vraie majorité pour gouverner. En effet, il a annoncé l'engagement de la responsabilité du Gouvernement sur son pseudo-pacte. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe UMP.*)

Cela signifie que vous avez décidé de bâillonner les députés du PS. Le Président de la République a pris acte du fait que M. Le Roux n'était plus capable de faire voter son propre groupe ! (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe UMP. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Irez-vous jusqu'à utiliser l'article 49, alinéa 3, de notre Constitution ? Messieurs les donneurs de leçons, sachez que jamais sous le précédent quinquennat le Gouvernement n'a eu recours à une telle arme contre sa majorité !

M. Jean Glavany. Quel talent !

M. Yves Censi. Monsieur le Premier ministre, l'heure est grave. Vous avez déjà perdu la confiance des Françaises et des Français ! Avez-vous encore les moyens politiques de gouverner et avez-vous encore la confiance spontanée d'une majorité de députés ? Avez-vous encore une majorité pour tenir vos nouvelles promesses et gouverner à la hauteur des enjeux de la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe*

UMP. – « Oui ! sur les bancs du groupe SRC. »

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, permettez-moi de vous rappeler, puisque vous vous êtes tourné vers le groupe socialiste, que le seul groupe politique qui s'est divisé en deux dans cette assemblée, c'est le vôtre ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Yves Censi. Nous ne sommes pas au Gouvernement !

M. Pierre Moscovici, ministre. On se souvient bien des circonstances, et je ne sais d'ailleurs pas si tout est arrangé ! *(Mêmes mouvements.)*

Vous auriez pu écouter davantage le Président de la République. Vous auriez pu suivre ce que disent vos collègues François Baroin, Bruno Le Maire, Jean-Louis Borloo ou Jean-Pierre Raffarin qui considèrent tous que la démarche proposée hier par le Président de la République est utile pour le pays.

M. Yves Censi. Et dans vos rangs ?

M. Pierre Moscovici, ministre. En vérité, vous êtes embarrassés, divisés et vous vous réfugiez dans une critique stérile qui n'a aucun intérêt. Vous auriez vraiment mieux fait d'écouter ce qu'a dit le Président de la République. *(« Voilà ! » sur les bancs du groupe SRC.)*

C'est une politique qui est tournée vers les Français, vers l'emploi *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

C'est une politique qui souhaite l'accélération en faveur de la croissance dans ce pays.

Mme Claude Greff. Bla bla bla.

Mme Laure de La Raudière. C'est faux !

M. Pierre Moscovici, ministre. C'est une politique d'engagement européen, une politique qui souhaite que la France soit au poste de pilotage de l'Europe,...

Mme Claude Greff. Avec le casque ?

M. Pierre Moscovici, ministre. ...avec une relance franco-allemande. C'est une politique qui propose un grand compromis social qui mobilise tous les acteurs de la société. C'est une politique de réforme, qui fait le pari de l'entreprise. C'est une politique qui mérite d'être soutenue. Un rendez-vous a été fixé. C'est un engagement de responsabilité du Gouvernement autour du pacte de responsabilité. Pour ma part, je n'ai aucun doute que la majorité sera là. Et puis, qui sait ? Peut-être réfléchirez-vous et vous diviserez-vous à nouveau, mais cette fois-ci positivement pour la France ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Yves Censi](#)

Circonscription : Aveyron (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1525

Rubrique : État

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 janvier 2014](#)